



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/2000/L.88
20 avril 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-sixième session
Point 19 de l'ordre du jour

SERVICES CONSULTATIFS ET COOPÉRATION TECHNIQUE
DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

Allemagne, Argentine, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica*, Cuba, Danemark*,
El Salvador, Équateur, France, Haïti*, Hongrie*, Mexique, Norvège, Paraguay*,
Pérou et Venezuela : projet de résolution

2000/... Situation des droits de l'homme en Haïti

La Commission des droits de l'homme,

S'inspirant des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes,

Réaffirmant que tous les États Membres ont le devoir de promouvoir les droits de l'homme et de s'acquitter des obligations qu'ils ont contractées en vertu des divers instruments internationaux relatifs à ces droits,

Rappelant sa résolution 1999/77 du 28 avril 1999 et la résolution 54/187 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1999;

* Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

Ayant à l'esprit le rapport du Secrétaire général sur la situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti (A/54/625) et son rapport au Conseil de sécurité sur la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti (S/2000/150), et notant la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité le 15 mars 2000 (S/PRST/2000/8),

Accueillant avec satisfaction la résolution 1999/11 du Conseil économique et social, en date du 27 juillet 1999, dans laquelle le Conseil a, entre autres dispositions, souligné la nécessité de prendre les mesures nécessaires à la mise au point à titre prioritaire, d'une stratégie et d'un programme à long terme d'aide à Haïti,

Considérant que la démocratie, le développement et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont interdépendants et se renforcent mutuellement, et que la communauté internationale s'est engagée à appuyer, renforcer et promouvoir ce principe;

Exprimant ses remerciements à la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti et à la Mission civile internationale en Haïti pour l'importante contribution qu'elles ont apportée,

Exprimant sa gratitude à tous les pays qui ont pris part aux activités de la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti et de la Mission civile internationale en Haïti,

Considérant l'importante contribution que la Commission de vérité et de justice est appelée à continuer d'apporter à la consolidation du processus de démocratisation et l'instauration d'un climat de liberté et de tolérance propice au respect des droits de l'homme dans le pays,

Notant la mise en place de la Mission civile internationale d'appui en Haïti qui a pour mandat de promouvoir et protéger les droits de l'homme, d'améliorer le respect par la police et l'appareil judiciaire des règles institutionnelles, ainsi que de coordonner le dialogue de la communauté internationale avec les acteurs politiques et sociaux en Haïti,

Invitant l'Organisation des États américains à poursuivre, selon qu'il conviendra, sa coopération avec l'Organisation des Nations Unies en Haïti,

Rappelant les déclarations des autorités haïtiennes selon lesquelles le Gouvernement de ce pays demeure résolu à faire respecter les droits de l'homme et favorise de nouvelles améliorations,

Soulignant l'importance qu'un corps législatif opérationnel revêt pour l'instauration d'un régime démocratique, l'état de droit et le progrès des droits politiques, sociaux et économiques en faveur de tous les Haïtiens,

Notant avec préoccupation les actes de violence commis récemment qui compromettent l'évolution politique et la stabilité du pays, ainsi que les problèmes auxquels se heurte la société

haïtienne en matière de sécurité, dont certains sont imputables à une situation socioéconomique difficile et qui sont à la fois la cause et la conséquence des carences du système judiciaire et de l'appareil policier, comme l'indique dans ses rapports l'expert indépendant de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Haïti,

Déplorant les retards fâcheux incessants que connaît le processus électoral, en dépit de l'intention déclarée du Gouvernement, depuis mars 1999, d'avoir pour principal but de tenir au plus vite des élections libres et régulières,

Se félicitant de la visite que la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes a effectuée dans le pays et prenant acte du rapport de la Rapporteuse spéciale,

Notant que le Conseil électoral provisoire a annoncé que la première série d'élections aurait lieu le 21 mai et la seconde le 25 juin 2000, ce qui a été confirmé par décret présidentiel, et demandant instamment au Gouvernement, agissant en coordination avec le Conseil électoral provisoire, d'apporter son plein soutien sur les plans financier, logistique et de la sécurité en vue de tenir au plus vite des élections libres, régulières et transparentes,

1. Sait gré au Secrétaire général, à son Représentant spécial pour Haïti et à l'expert indépendant de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Haïti des efforts qu'ils continuent de déployer pour consolider les institutions démocratiques en Haïti et y faire respecter les droits de l'homme;

2. Félicite la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti d'avoir entraîné et encadré avec succès la Police nationale haïtienne, et sait gré à la Mission civile internationale en Haïti, organisée conjointement par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains, de tout ce qu'elle fait pour observer la situation des droits de l'homme et promouvoir des réformes démocratiques ainsi que pour aider les autorités haïtiennes à renforcer les institutions;

3. Prend note avec intérêt du rapport sur la situation des droits de l'homme en Haïti soumis à l'Assemblée générale par l'expert indépendant (A/54/366) et souhaite qu'une suite concrète soit donnée aux recommandations qu'il contient;

4. Demande au Gouvernement haïtien de ratifier le Pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et les protocoles facultatifs au Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

5. Insiste sur l'importance que revêtent, pour la lutte contre l'impunité et pour le déroulement d'un véritable processus de transition et de réconciliation nationale, les enquêtes menées par la Commission nationale de vérité et de justice, prie très instamment à nouveau le Gouvernement haïtien d'engager des poursuites contre les personnes que la Commission a accusées de violations des droits de l'homme et à mettre en place des mécanismes efficaces d'aide aux victimes, en particulier les femmes, les enfants et les membres de leur famille, et, dans ce contexte précis, réitère les recommandations figurant dans le rapport de l'expert indépendant de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Haïti.

6. Prie tous les gouvernements intéressés de mettre à la disposition du Gouvernement haïtien des informations et des documents pour lui permettre de poursuivre, le cas échéant, les auteurs de violations des droits de l'homme en vue de faciliter le processus de réconciliation;

7. Se déclare à nouveau préoccupée par l'absence de corps législatif en exercice et par l'absence d'administrations publiques locales pleinement indépendantes;

8. Regrette que les élections législatives initialement prévues pour le 19 mars 2000 continuent de se faire attendre;

9. Invite très instamment le Gouvernement haïtien à permettre au peuple haïtien d'exprimer dès que possible sa volonté politique au cours des élections prévues, dans de bonnes conditions de sécurité, et, à cet égard, demande instamment au Gouvernement haïtien, agissant en coordination avec le Conseil électoral provisoire, de tenir au plus vite des élections libres et régulières afin de faire en sorte que le parlement et les administrations publiques locales soient mis en place sans retard;

10. Déplore l'accroissement récent des actes de violence et prie instamment les autorités et les dirigeants politiques haïtiens de coopérer en vue de mettre fin à cette violence;

11. Demande au Gouvernement haïtien d'enquêter comme il convient sur les crimes à motivation politique et d'en poursuivre les auteurs conformément à la loi haïtienne, de prendre des mesures énergiques pour mettre un terme à toutes les violations des droits de l'homme, notamment les arrestations et détentions illégales ainsi que la détention de personnes par les autorités en violation des décisions de justice ordonnant leur remise en liberté, et d'offrir la garantie de procédures régulières s'inscrivant dans des délais raisonnables;

12. Demande au Gouvernement haïtien d'honorer les obligations qu'il a contractées en vertu du droit international relatif aux droits de l'homme en harmonisant toutes les dispositions

pertinentes de la législation nationale avec les normes internationales et en continuant de satisfaire aux obligations qu'il a de présenter des rapports aux organes de suivi des traités, en particulier le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes;

13. Demande au Gouvernement haïtien, agissant en coopération avec la Mission internationale civile d'appui en Haïti, de poursuivre les réformes structurelles de la police et du système judiciaire ainsi que l'amélioration du système pénitentiaire, comme moyen de renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme;

14. Rappelle avec satisfaction que le Gouvernement haïtien, agissant en collaboration avec la communauté internationale et les associations féminines, a décidé d'adopter des mesures visant à promouvoir les droits fondamentaux des femmes et à lutter contre la violence dont celles-ci sont victimes, en formant du personnel judiciaire et en diffusant des informations sur les droits des femmes dans les programmes d'enseignement, à tous les niveaux, et demande instamment qu'il soit donné suite à cette décision;

15. Souligne qu'il importe que la police nationale haïtienne ait un comportement professionnel et apolitique et, à cet égard, réaffirme qu'elle doit continuer de recevoir une assistance technique pour être à même de s'acquitter de sa tâche avec efficacité, dans le respect des droits de l'homme;

16. Se félicite de la mise en place de la Mission internationale civile d'appui en Haïti et en soutient les activités, notamment dans le domaine des droits de l'homme et celui de la réforme de l'appareil judiciaire et de la police, encourage les autorités haïtiennes à coopérer sans réserve à cet égard avec le Représentant du Secrétaire général et lance un appel pressant à tous les pays qui sont en mesure de le faire pour qu'ils versent dès que possible des contributions financières pour la Mission afin que celle-ci puisse s'acquitter dûment de sa tâche;

17. Invite la communauté internationale, notamment les institutions de Bretton Woods, à se tenir prête à continuer d'être associée à la reconstruction et au développement d'Haïti, lorsque les conditions le permettront;

18. Invite le Gouvernement haïtien à promouvoir les droits des enfants, notamment leur droit à l'éducation;

19. Invite le Secrétaire général et le Gouvernement haïtien à contribuer au renforcement du Bureau de la protection du citoyen, par le moyen notamment, selon qu'il conviendra, d'une représentation régionale, en prenant en compte les femmes, et ce dans le cadre d'un programme

de coopération technique institué en collaboration étroite avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, et encourage la communauté internationale à participer à cette action;

20. Prie le Haut-Commissaire aux droits de l'homme de fournir toutes les ressources humaines et financières nécessaires pour que l'expert indépendant de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Haïti puisse s'acquitter dûment de son mandat;

21. Invite l'expert indépendant à rendre compte à l'Assemblée générale, à sa cinquante-cinquième session, et à la Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-septième session, de l'évolution de la situation des droits de l'homme en Haïti;

22. Décide de poursuivre l'examen de cette question à sa cinquante-septième session, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Services consultatifs et coopération technique dans le domaine des droits de l'homme".
